



CTB

**AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT**

Agence belge de développement, la CTB mobilise ses ressources et son expertise pour éliminer la pauvreté dans le monde. Contribuant aux efforts de la Communauté internationale, la CTB agit pour une société qui donne aux générations actuelles et futures les moyens de construire un monde durable et équitable.

Ses 650 collaborateurs à Bruxelles et à l'étranger concrétisent l'engagement de l'État belge et d'autres partenaires au développement pour la solidarité internationale. Dans une vingtaine de pays, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ils appuient plus de 300 projets et programmes de coopération.

Dans le cadre du développement de ses activités, la CTB recherche un (h/f) :

Expert en renforcement organisationnel et institutionnel, co-responsable - MALI

Pour le projet d'appui institutionnel au Ministère de l'Élevage et de la Pêche (MEP)

Réf.: MLI/11/040-1

Lieu d'affectation: Bamako, Mali

Durée du contrat: 36 mois

Date probable d'entrée en fonction: Dès que possible

Package salarial mensuel: entre 5.299,56 euros et 7.500,22 euros (en ce compris le salaire brut mensuel et les avantages liés au statut d'expatrié: primes d'éloignement et de pénibilité). Le salaire est calculé en fonction de la composition de ménage et de l'expérience professionnelle pertinente.

Projet:

Le projet d'appui institutionnel au Ministère de l'Élevage et de la Pêche (MEP) au Mali se situe dans le cadre du Programme Indicatif de Coopération 2009-2012 en vue de promouvoir une croissance redistributive et une réduction de la pauvreté. A cet effet, il stimule la relance des secteurs productifs et la consolidation des réformes du secteur public.

La coopération belgo-malienne est envisagée sur la base d'une approche programmatique, en s'inscrivant dans les stratégies sectorielles maliennes. Elles conjugueront des appuis au niveau central (politique/stratégie) et au niveau local (opérationnel). Pour le secteur du développement rural, les domaines de l'élevage et de la pêche sont ciblés comme prioritaires par la coopération belge.

Le gouvernement du Mali, en accord avec les PTF, s'est engagé depuis fin 2008 dans le passage à une approche sectorielle pour le secteur agricole et rural. Celui-ci prévoit la rédaction d'une politique de développement agricole, qui intègre et met en cohérence les politiques, stratégies et programmes sous sectoriels, et sa traduction en un programme d'investissements pour dix ans, qui intègre les besoins de financements des sous secteurs, ceux qui sont acquis et ceux qui manquent.

Ce projet d'appui institutionnel intervient donc dans une période très dynamique sur le plan politique du secteur de développement rural en général et des deux sous-secteurs



de l'élevage et de la pêche en particulier. Afin de saisir les opportunités que peut offrir cette approche sectorielle, il est nécessaire que le MEP renforce ses capacités pour livrer des produits de qualité (des politiques et des stratégies sous-sectoriels, une collecte et mise à jour des données statistiques, une programmation, suivi et évaluation des activités, etc) et qu'elle améliore au même temps ses capacités de coordination et de communication au sein des sous-secteurs.

L'Objectif Global du projet est « Faire du Mali une puissance Agricole sous-régionale, où les sous-secteurs d'élevage et de la pêche sont un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations urbaines et rurales et générant des emplois et des revenus significatifs dans une logique de développement durable, respectueux de l'environnement. »

L'objectif spécifique du projet est : « Le fonctionnement du Ministère de l'Elevage et de la Pêche est amélioré et en particulier ses services d'appui à la politique sous-sectorielle, de coordination et de suivi évaluation sont opérationnels et efficaces».

Les résultats retenus pour ce projet sont les suivants.

1. Le MEP dispose de deux documents de politique pour les deux sous-secteurs Elevage et Pêche et d'une capacité renforcée de développement des stratégies opérationnelles;
2. Le MEP a mis en place des mécanismes de coordination interne et de coordination externe avec les PTF et les autres acteurs étatiques et non-étatiques dans les sous-secteurs;
3. Le MEP est doté d'un système fonctionnel et approprié de collecte, et de mise à jour des données statistiques sur les deux sous-secteurs élevage et pêche;
4. Le MEP est doté d'un cadre de fonctionnement plus efficace pour la réalisation de ses missions régaliennes.

Le projet aura une durée de 36 mois (2012-2014) et sera rattaché au Secrétariat Général du MEP avec une équipe composée d'un(e) responsable national, un(e) coresponsable, expert(e) en appui institutionnel, un(e) expert(e) international en matière de collecte et de suivi de données (24 mois), un expert(e) national(e) en suivi et évaluation / matière de collecte et de suivi de données et un responsable administratif et financier et du personnel d'appui.

Ce projet de renforcement institutionnel du MEP doit produire à la fois des résultats concrets en termes de produits de qualité, (comme des documents de politique), mais aussi des résultats d'apprentissage organisationnel: Une culture d'organisation apprenante sera promue afin de créer une dynamique de partage d'information et de connaissance au sein du Ministère.

Le projet cherchera à développer des liens concrets et pratiques entre le niveau central, stratégique du MEP et divers points d'application sur le terrain, notamment les autres projets appuyés par les différents PTFs, dont la coopération Belge, dans les sous-secteurs.

L'appui du projet prendra plusieurs formes (formation, coaching, facilitation, études, assistance pratique etc.). Le principe de base est que l'activité doit toujours inclure un élément d'apprentissage organisationnel. Dans la préparation de l'activité d'appui ponctuel, le projet cherchera donc systématiquement ce que l'organisation voudrait apprendre de l'activité, afin d'améliorer la performance du MEP dans l'exécution d'autres activités similaires.



Fonction:

Sous l'autorité administrative du Représentant Résident de la CTB à Bamako, l'assistant technique international sera rattaché au SG du MEP et travaillera en étroite collaboration avec toutes les directions du MEP.

L'assistant technique international, coresponsable aura pour rôle essentiel:

- La gestion quotidienne technique, financière et administrative du projet d'appui institutionnel au MEP, ensemble avec le Responsable National;
- La facilitation pour un renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles du MEP à réaliser effectivement ses missions régaliennes;
- La facilitation du développement des compétences du personnel (travail au quotidien) du MEP dans les domaines de la planification, de la budgétisation, du suivi-évaluation, de la capitalisation et élaboration des politiques.

De façon plus spécifique, il aura un rôle d'appui - conseil et de « coaching ».

Conformément aux éléments descriptifs précisés dans le DTF de l'activité et dans le respect des directives émanant du SMCL, il/elle sera principalement chargé(e) de:

- Superviser avec le responsable national l'ensemble des activités de du projet d'appui institutionnel, assurer la cohérence de la stratégie du projet et veiller au bon fonctionnement technique, administratif et financier des activités;
- Etre un élément moteur au niveau des cadres de concertation entre le MEP et la CPS/SDR et les PTF's, notamment sur le développement de la nouvelle PDA pour le secteur entier, sur la définition de politiques sous-sectorielles de l'élevage et de la pêche; sur la programmation annuelle des activités du MEP et sur la mise en place d'une méthodologie pour la collecte et actualisation des données statistiques;
- Contribuer à l'animation des processus de réforme interne au ministère (comme l'introduction de la GAR) en proposant des méthodologies participatives pour s'assurer de leur appropriation par le personnel;
- Former les cadres du ministère aux aspects de gestion de l'information et communication interne;
- Coordonner les formations prévues, tant sur le plan technique que de gestion avec les différentes directions qui doivent y prendre part;
- Contribuer à l'élaboration et à l'appréciation des rapports techniques et rapports d'activités qui lui sont soumis, en procurant tous les conseils utiles à leur rapide finalisation, afin de les voir répondre aux attentes des partenaires intéressés;
- Superviser la préparation de tous les rapports financiers et techniques du projet à l'intention du SMCL et participer aux réunions de la SMCL;
- Veiller à l'intégration des aspects genre et environnement au sein du projet ainsi qu'à la formation et sensibilisation du personnel en ces matières;
- Contribuer à l'organisation des missions d'appui et l'évaluation finale ainsi qu'aux opérations administratives et financières de clôture du PAI/MEP;
- Apporter un appui technique dans la préparation des termes de référence de toutes les études financés par le PAI/MEP.



Profil:

Qualifications :

- Diplôme universitaire pertinent pour la fonction.

Expérience:

- Cadre expérimenté, connaissant bien le fonctionnement de l'Etat et particulièrement le contexte institutionnel des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest;
- Expérience internationale professionnelle de 10 ans dans le développement rural, dont 5 ans dans le domaine de développement institutionnel;
- Expérience en matière d'appui institutionnel et le renforcement des capacités organisationnelles des structures étatiques en Afrique, avec une expérience pertinente en matière de développement des politiques, programmation, budgétisation, suivi évaluation et réformes sectorielles;
- Expérience dans la gestion des projets/programmes sur financement extérieur, y compris les procédures de passation de marchés publics;

Autre:

- Maîtrise des processus de planification - suivi évaluation dans le cadre de plans nationaux sectoriels, notamment dans une approche de budget-programme/CDMT, dans le domaine du développement rural;
- Une connaissance des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche en Afrique;
- Connaissance dans l'intégration des thèmes transversaux (surtout le genre et l'environnement) dans des interventions constitue un atout;
- Maîtrise des méthodes de facilitation des cadres de concertation et de coaching des cadres gestionnaires des services publics;
- Des connaissances dans la gestion des ressources humaines constituent un atout;
- Bonnes aptitudes à la communication, au partage du savoir-faire et au relationnel;
- Grande capacité de travailler dans un milieu multiculturel et multidisciplinaire;
- Parfaite maîtrise du français et de la rédaction de rapports, de même que l'outil informatique (Word, EXCEL, POWER POINT,...).

Intéressé(e)?

Postulez **au plus tard le 31/12/2011** via notre site Web : www.btcctb.org en utilisant notre cv standardisé dont vous trouverez le modèle dans la page « offres d'emploi », et une lettre de motivation. Pour toute question supplémentaire, contactez-nous au 02/505 18 65.